

LES IMPACTS DE LA COVID-19 SUR LES ACTIVITES DES ENTREPRISES A MADAGASCAR



Messages clés



L'enquête sur les impacts de la COVID-19 sur les activités des Entreprises à Madagascar (ou *Madagascar Business Pulse Survey*), menée par l'Institut national de la statistique de Madagascar (INSTAT) avec le soutien technique et financier de la Banque mondiale, fournit des informations pour évaluer les effets de la pandémie de COVID-19 sur les entreprises, mieux adapter les interventions et éclairer le dialogue politique. Jusqu'à présent, deux vagues d'enquêtes ont été menées. Une première vague avec 943 entreprises interrogées a eu lieu en juin-juillet 2020 lors d'un confinement partiel. Une deuxième vague avec 1 994 entreprises a été menée entre décembre 2020 et février 2021, après la levée du confinement et de l'état d'urgence sanitaire. Cette note présente les principaux résultats des deux vagues.

- **Impact sur les entreprises :** Alors que la grande majorité des entreprises avaient rouvert au moment de l'enquête de la vague 2, les entreprises ont continué d'afficher d'importantes pertes de revenus. En moyenne, les entreprises ont perdu 56 pour cent de leurs chiffres d'affaires mensuels en mai 2020 par rapport au même mois en 2019. Cela ne s'était que légèrement amélioré pour atteindre une baisse de 44 pour cent des ventes entre octobre 2020 et octobre 2019. Ces chocs sur la demande ont été accompagnés de perturbations sur les circuits d'approvisionnement des entreprises et des chocs sur leurs finances. Une entreprise sur dix a dû annuler les commandes de ses clients en raison d'un manque ou d'un retard d'intrants en octobre 2020. Même si la trésorerie des entreprises s'est améliorée entre les deux vagues d'enquête, plus d'un tiers des entreprises ayant des prêts en cours ont dû ajuster les termes ou le calendrier de remboursement depuis le début de la pandémie. Les petites entreprises ainsi que les entreprises des secteurs du tourisme, de la construction, des transports et de l'entreposage ont été les plus durement touchées.
- **Réponses des entreprises :** Suite à ces chocs, les entreprises ont licencié un nombre important d'employés depuis le début de la pandémie, perdant en moyenne un sixième de leurs salariés permanents jusqu'en octobre 2020. Les entreprises de taille moyenne, celles opérant dans les transports et l'entreposage, le tourisme, et le secteur commerce ont connu les réductions les plus importantes à environ un quart de leur main-d'œuvre. Les entreprises ont également essayé d'adapter leurs opérations aux nouvelles conditions. Cependant, alors que les grandes entreprises se sont adaptées en augmentant considérablement leur utilisation des solutions numériques, 71 pour cent des micro-entreprises n'utilisaient toujours aucun de ces outils dans les enquêtes de la vague 2. Dans l'ensemble, 5 pour cent des entreprises ont changé leurs produits ou services en réponse à la pandémie, mais ce nombre était beaucoup plus élevé - à un-huitième - dans le secteur du tourisme.
- **Perspectives et attentes :** Interrogées sur leurs attentes en matière de ventes pour les trois prochains mois, les entreprises ont fait preuve de plus d'optimisme dans la deuxième vague par rapport à la première vague d'enquête, mais elles ont continué à prévoir une baisse de leurs revenus. L'incertitude persistante et les mesures de confinement partielles réintroduites en avril 2021 pourraient entraîner de nouvelles réductions des embauches et des investissements.
- **Aides de l'Etat :** L'accès des entreprises aux aides du gouvernement a été multiplié par cinq entre les vagues d'enquête, passant de 7 pour cent à 37 pour cent. Cependant, la communication sur les mesures de soutien disponibles doit encore être améliorée. Parmi les entreprises qui n'ont pas reçu de soutien, deux-tiers ont indiqué que cela était dû à un manque d'informations. Les mesures de soutien les plus attendues par les entreprises étaient les exonérations ou réductions d'impôts, suivies des transferts monétaires.

Compte tenu de ces résultats, d'une nouvelle détérioration de la situation sanitaire à partir du mois de mars 2021, d'une incertitude sur le développement futur de la pandémie et un espace budgétaire limité, des mesures qui 1) augmentent la sensibilisation aux mesures de soutien existantes, 2) améliorent les capacités des entreprises à s'adapter et innover et 3) ciblent le soutien aux entreprises viables confrontées à des problèmes de liquidité, peuvent contribuer à une reprise résiliente et durable à Madagascar.



À propos de cette enquête

L'enquête sur l'impact de la Covid-19 sur les activités des entreprises à Madagascar (Madagascar Business Pulse Survey) est une enquête représentative au niveau national des entreprises formelles qui analyse l'impact de la pandémie COVID-19 sur les entreprises, les réponses des entreprises aux perturbations et leur accès aux aides publiques. Elle est menée par l'Institut national de la statistique de Madagascar

(INSTAT), avec l'appui technique et financier de la Banque mondiale. La première vague de l'enquête a eu lieu en juin-juillet 2020, pendant le confinement partiel de Madagascar, et a concerné 943 entreprises. La deuxième vague de l'enquête, menée entre décembre 2020 et février 2021, a concerné 665 entreprises de la vague 1 et ajouté 1329 nouvelles entreprises. (Voir l'encadré 1 pour une description de la méthodologie.)

Contexte du pays

Suite à la propagation mondiale de la COVID-19, le gouvernement malgache a annoncé un état d'urgence sanitaire en mars 2020, suivi d'un confinement dans certaines régions du pays (y compris dans les régions Analamanga et Atsinanana). Pour les régions confinées, toutes les activités économiques non essentielles (sauf la production et commerce de produits alimentaires, les services financiers et les pharmacies) ont été fermées. Les mesures ont été assouplies vers la fin du mois d'avril 2020, avant de reprendre des mesures de confinement strictes en juillet 2020.

Les mesures de confinement ont de nouveau été levées en août 2020, mais le pays est resté en état d'urgence sanitaire jusqu'en octobre 2020.

Après une augmentation des cas confirmés de COVID-19 en mars 2021, l'état d'urgence sanitaire a été réintroduit en avril 2021. Certaines régions (y compris la région de la Capitale) ont de nouveau été partiellement confinées, avec des mesures comprenant un couvre-feu nocturne et des restrictions plus poussées aux frontières.

Impact sur les entreprises

Lors de la deuxième vague de l'enquête menée à partir du mois de décembre 2020 à février 2021, les entreprises ont montré des signes d'amélioration par rapport à la première vague qui a eu lieu lors du confinement partiel de juin-juillet 2020. Néanmoins, même si la plupart des entreprises avaient rouvert lors de la vague 2, d'importantes

pertes de revenus se sont poursuivies et les entreprises ont encore enregistré des difficultés à s'approvisionner en intrants et à accéder au financement. Les micro, petites et moyennes entreprises ainsi que les entreprises des secteurs du tourisme, de la construction et des transports ont été les plus touchées.

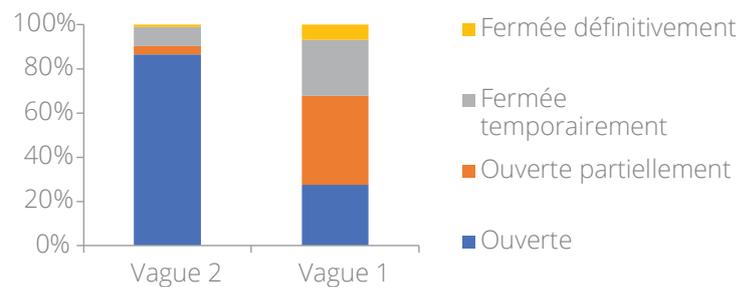


FERMETURES DES ENTREPRISES

Avec la levée des mesures de confinement partiel, la plupart des entreprises malgaches avaient rouvert à la vague 2 de l'enquête. Lors de la première vague, pendant le confinement partiel de Madagascar, 32 pour cent des entreprises ont déclaré avoir été temporairement ou définitivement fermées (voir graphique 1). Ce nombre était tombé à 10 pour cent au cours de la deuxième vague, 90 pour cent des entreprises étant partiellement ou totalement ouvertes.

Les exceptions à cette tendance étaient les entreprises du secteur du tourisme et les entreprises de taille moyenne. 25 pour cent des entreprises du tourisme ont toujours fermé durant la vague 2, contre 28 pour cent à la vague 1. Les entreprises de taille moyenne étaient le seul groupe où les fermetures d'entreprises ont augmenté entre les vagues, passant de 15 pour cent à la vague 1 à 25 pour cent à la vague 2.¹

Graphique 1. Situation opérationnelle des entreprises lors des enquêtes vagues 1 et vague 2 (en pourcentage)



Source : Calculs INSTAT et équipe Banque mondiale, avril 2021



CHOCS DE LA DEMANDE

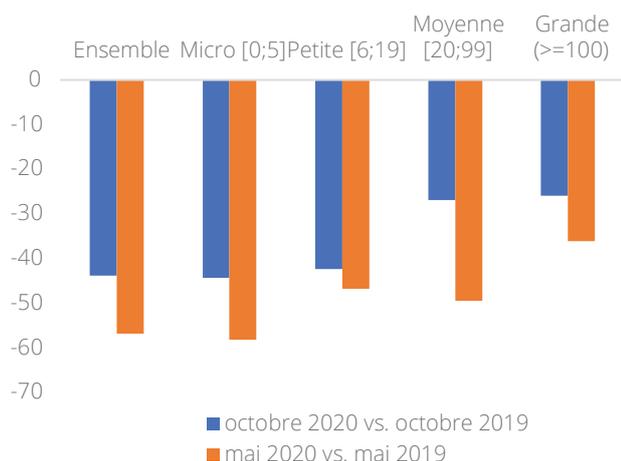
Les entreprises ont continué d'enregistrer d'importantes pertes de revenus lors de l'enquête de la vague 2. Pour octobre 2020, 82 pour cent des entreprises ont déclaré que leur chiffre d'affaires a diminué par rapport à la même période de l'année précédente. Il ne s'agit que d'une légère amélioration par rapport aux 94 pour cent des entreprises qui avaient signalé une baisse entre mai 2020 et mai 2019.

Les entreprises ont perdu en moyenne 56 pour cent de leur chiffre d'affaires mensuelle en mai 2020 par rapport à mai 2019 (voir graphique 2). **Ce chiffre ne s'était légèrement amélioré que pour atteindre une baisse de 44 pour cent entre octobre 2020 et 2019.** Ces pertes étaient d'autant plus importantes que l'entreprise était petite. En termes de secteur, les pertes de revenus ont été particulièrement importantes pour le secteur du tourisme, suivi du secteur de la construction et du secteur du transport et de l'entreposage (voir graphique 3).

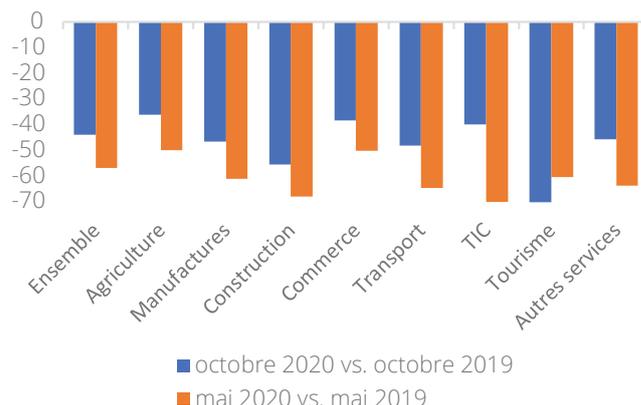
Les exportations ont diminué de moitié en proportion des ventes. Parmi les exportateurs, 63 pour cent de leurs ventes ont été exportées en 2019, contre 33 pour cent en 2020 jusqu'en octobre.

¹ Il convient de noter que ces tendances qualitatives sont également valables lorsque l'on se concentre sur les entreprises interrogées lors des deux séries d'enquêtes.

Graphique 2. Variation du chiffre d'affaires, selon la taille (en pourcentage)



Graphique 3. Variation du chiffre d'affaires selon le secteur (en pourcentage)²



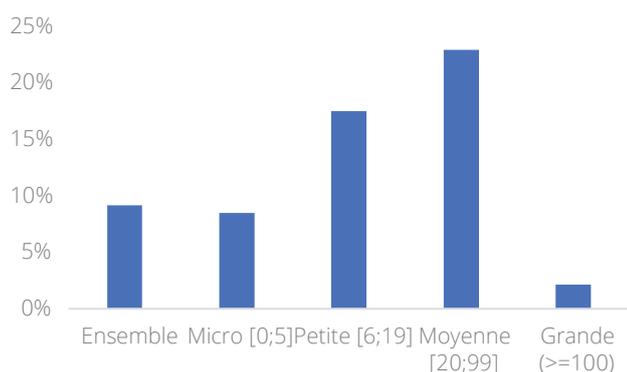
Source : Calculs INSTAT et équipe Banque mondiale, avril 2021³



CHOC DE L'OFFRE

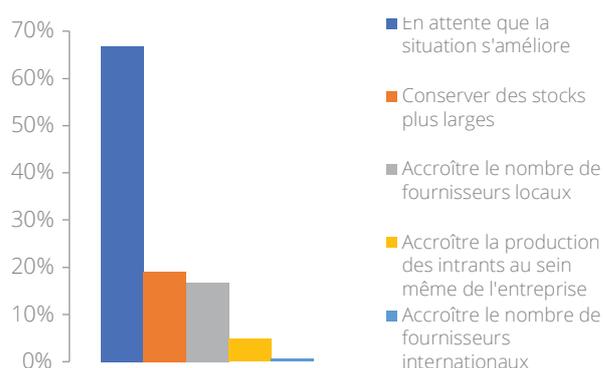
Les entreprises ont continué de subir des perturbations dans leurs chaînes d'approvisionnement. Pour octobre 2020, 9 pour cent des entreprises ont indiqué qu'elles avaient dû annuler les commandes des clients en raison d'un manque ou d'un retard dans la fourniture d'intrants (voir graphique 4). Les petites et moyennes entreprises ont signalé le plus de perturbations, en plus des entreprises du secteur manufacturier. Les deux tiers des entreprises confrontées à des perturbations ne prenaient aucune mesure pour y remédier (voir graphique 5). Cependant, en réponse aux perturbations, environ un cinquième des entreprises touchées détenaient des stocks plus importants et 17 pour cent ont augmenté le nombre de fournisseurs.

Graphique 4. Entreprises ayant annulé des commandes des clients en raison de perturbations dans les chaînes d'approvisionnement (en pourcentage)



Source : Calculs INSTAT et équipe Banque mondiale, avril 2021

Graphique 5. Réponses aux perturbations dans les chaînes d'approvisionnement (en pourcentage)



² TIC = Technologie de l'Information et de la Communication ; Commerce inclut Commerce de gros et de détail.

³ Les graphiques 2 et 3 présentent l'estimation de la moyenne de la variation en pourcentage des ventes, où la réponse de chaque entreprise est pondérée par le poids d'échantillonnage.



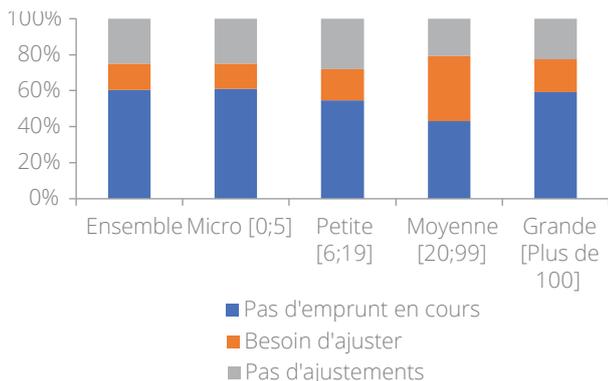
CHOC FINANCIERS

Seules 14 pour cent des entreprises ont signalé n'avoir aucune difficulté à accéder au financement dans les enquêtes de la vague 2. Les principales difficultés mentionnées étaient les taux d'intérêt élevés (22 pour cent), le risque élevé dû à l'incertitude (18 pour cent) et le manque de garanties (16 pour cent).

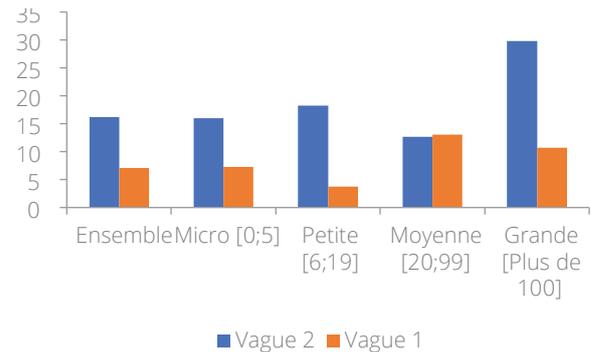
Depuis le début de la pandémie, 15 pour cent des entreprises (et 37 pour cent des entreprises ayant des prêts en cours) n'ont pas pu rembourser leurs prêts selon les conditions initiales et ont dû ajuster leurs termes de remboursement ou leur calendrier (voir graphique 6). Les entreprises de taille moyenne étaient beaucoup plus susceptibles de devoir recourir à ces mesures. Cependant, seulement 40 pour cent des entreprises avaient des prêts en cours au moment de l'enquête de la vague 2.

Les entreprises ont reporté des améliorations dans leurs trésoreries. Alors que, lors de la vague 1, les entreprises ont indiqué que les fonds internes pouvaient couvrir les dépenses en moyenne pendant 7 semaines, ce chiffre est passé à 16 semaines dans la vague 2 (voir graphique 7). Cette tendance est vraie quelle que soit la taille à l'exception du groupe des entreprises de taille moyenne, où la situation de la trésorerie n'a pratiquement pas changé. La situation de la trésorerie s'était également améliorée pour tous les secteurs au cours des deux vagues. Cependant, le manque accru de trésorerie a été signalé dans le secteur du tourisme lors de la vague 2, avec seulement 11 semaines de dépenses d'exploitation pouvant être couvertes en moyenne.

Graphique 6. Entreprises ayant eu recours à des ajustements sur les conditions ou les calendriers de remboursement de leurs emprunts (en pourcentage)



Graphique 7. Disponibilité de la trésorerie pour couvrir les coûts (en nombre de semaines)



Source : Calculs INSTAT et équipe Banque mondiale, avril 2021



Mécanisme d'ajustement des entreprises

Les chocs résultant de la pandémie de COVID-19 ont continué d'avoir des implications sur l'emploi et les activités des entreprises dans les enquêtes de la vague 2. Les entreprises ont licencié un nombre important d'employés depuis janvier 2020, en particulier dans les secteurs des transports, du tourisme et du commerce. L'utilisation des

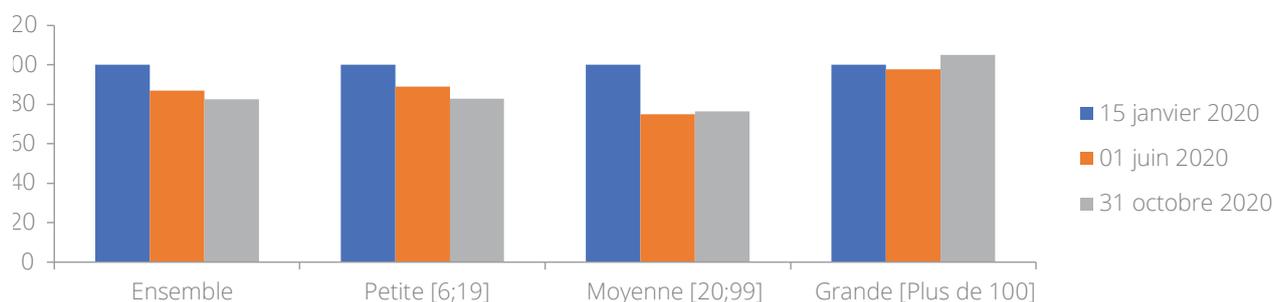
technologies numériques reste limitée, en particulier parmi les micro-entreprises, et seule une petite partie des entreprises a modifié leur offre en réponse à la pandémie. Presque toutes les entreprises ont mis en place des mesures pour empêcher la propagation des infections.



IMPACT SUR L'EMPLOI

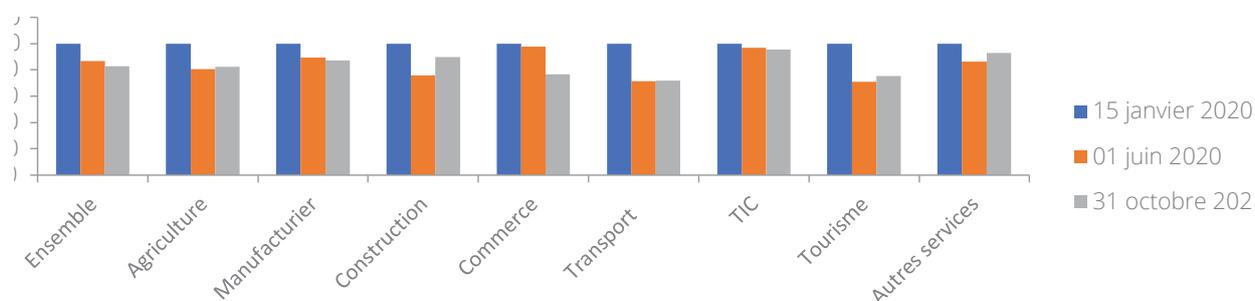
Les entreprises ont perdu une part importante de leurs effectifs depuis le début de la pandémie. En dehors des micro-entreprises, les entreprises ont en moyenne perdu 13 pour cent de leurs employés permanents entre janvier et juin 2020, et 4 pour cent supplémentaires entre juin et octobre 2020 (voir graphique 8).⁴ Ces réductions étaient les plus importantes pour les entreprises de taille moyenne à 24 pour cent jusqu'en octobre 2020, tandis que les grandes entreprises ont pu augmenter leur main-d'œuvre de 5 pour cent. En termes de secteur, les entreprises du transport et du stockage, du tourisme et du commerce ont été les plus touchés, perdant respectivement 28 pour cent, 25 pour cent et 23 pour cent de leur main-d'œuvre permanente jusqu'en octobre 2020 (voir graphique 9).

Graphique 8. Variation du nombre d'employés permanents, hors micro-entreprises, selon la taille (15 Janvier 2020 = 100 pour cent)



Source : Calculs INSTAT et équipe Banque mondiale, avril 2021

Graphique 9. Variation du nombre d'employés permanents, hors micro-entreprises, selon le secteur (15 Janvier 2020 = 100 pour cent)



Source : Calculs INSTAT et équipe Banque mondiale, avril 2021



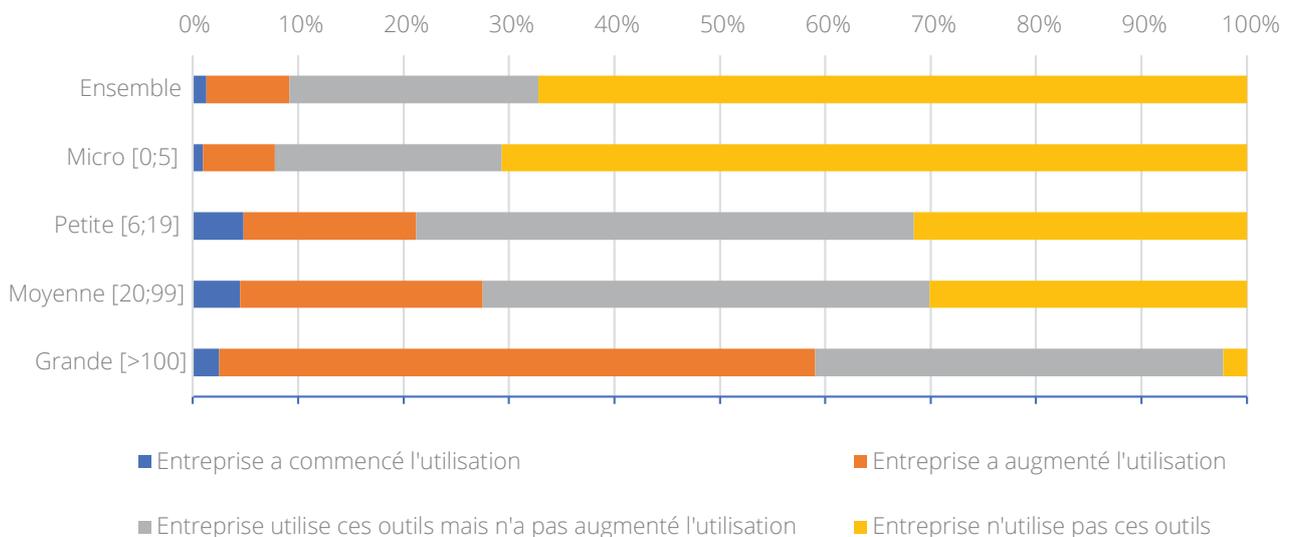
SOLUTIONS NUMÉRIQUES ET CHANGEMENTS DANS LES OPÉRATIONS

L'utilisation des solutions numériques reste limitée, en particulier parmi les micro-entreprises. Seules 30 pour cent des micro-entreprises ont déclaré utiliser des solutions numériques au cours de l'enquête de la deuxième vague, et seulement 8 pour cent des micro-entreprises avaient commencé ou augmenté leur utilisation de solutions numériques en réponse à la pandémie (voir graphique 10). C'est un contraste frappant avec les entreprises non-micro, avec plus de 70 pour cent des petites et moyennes entreprises et 98 pour cent des grandes entreprises déclarant utiliser des solutions numériques. De même, 40 pour cent des grandes entreprises ont investi dans des solutions numériques en réponse à la pandémie COVID-19, contre seulement environ 10 pour cent des petites et moyennes entreprises.

5 pour cent des entreprises avaient modifié leur gamme de produits ou de services en réponse à la pandémie lors de l'enquête de la vague 2. Certains secteurs étaient plus susceptibles d'avoir modifié leur offre : 13 pour cent des entreprises de tourisme et 8 pour cent des entreprises de TIC avaient modifié leur modèle d'entreprise (voir graphique 11).

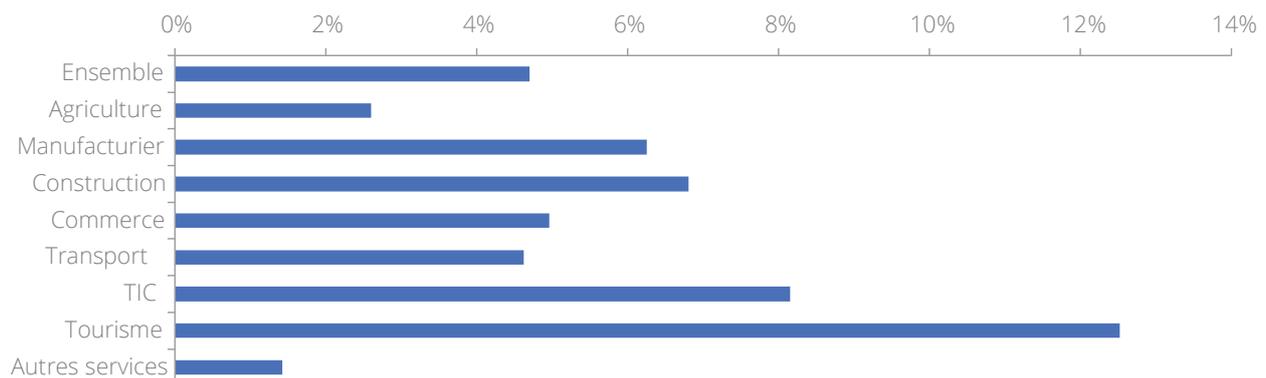
La grande majorité des entreprises ont également mis en place des mesures préventives contre les infections liées à la COVID-19. Cela s'applique à 100 pour cent des grandes entreprises, 95 pour cent des petites et moyennes entreprises et 92 pour cent des micro-entreprises. Les mesures les plus couramment introduites comprennent des mesures sanitaires pour les employés (par exemple, masques, gants, lavage des mains) et un ajustement des locaux pour permettre une distanciation sociale et une désinfection accrue.

Graphique 10. Utilisation des solutions numériques face à la pandémie (en pourcentage)



Source : Calculs INSTAT et équipe Banque mondiale, avril 2021

Graphique 11. Changements dans les biens ou services produits en réponse à la pandémie (en pourcentage)



Source : Calculs INSTAT et équipe Banque mondiale, avril 2021

Perspectives

Les prévisions des entreprises concernant le futur se sont améliorées entre les deux vagues d'enquête, à travers les scénarios que les entreprises considèrent comme le plus probable ainsi que les alternatives plus optimistes et pessimistes. Néanmoins, l'incertitude persistante est un canal supplémentaire affectant les

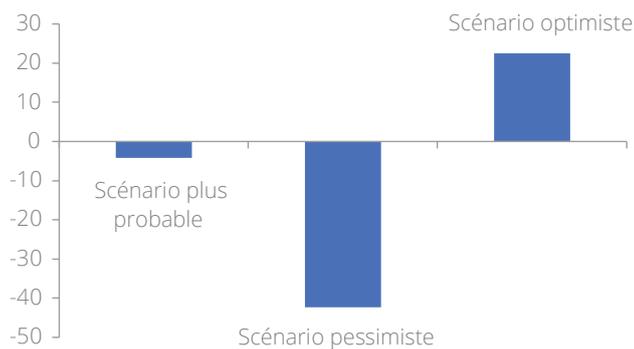
entreprises. Les mesures de confinement qui ont été réintroduites à Madagascar en avril 2021 peuvent induire que les entreprises se considèrent comme pessimistes, ce qui pourrait entraîner une réduction supplémentaire des recrutements et des investissements.



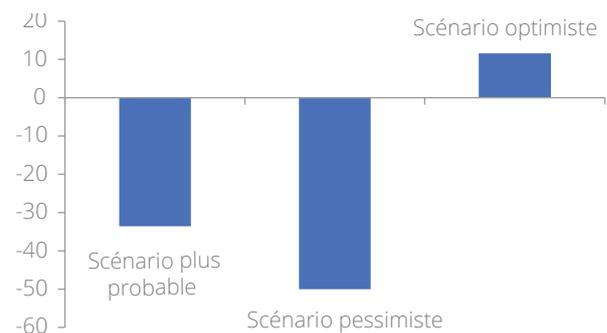
ATTENTES

Les entreprises ont continué de prévoir une baisse des ventes dans les enquêtes de la vague 2, mais leurs perspectives s'étaient améliorées comparées à celles de la première période de confinement. Dans le cas le plus probable, les non-microentreprises s'attendaient à une baisse des ventes de 4 pour cent au cours des trois prochains mois à la vague 2, contre une baisse prévue de 33 pour cent à la vague 1 (voir graphiques 12 et 13). De même, les attentes dans un scénario plus optimiste et plus pessimiste s'étaient également améliorées. Cependant, les entreprises des secteurs du tourisme et du commerce prévoient des résultats plus sévères que pour ceux des autres secteurs.

Graphique 12. Attentes sur les ventes, hors micro entreprises - vague 2 (pour cent)



Graphique 13. Attentes sur les ventes, hors micro entreprises - vague 1 (pour cent)



Source : Calculs INSTAT et équipe Banque mondiale, avril 2021



Mesures de soutien du Gouvernement

Les résultats de l'enquête suggèrent fortement que les entreprises, et en particulier les MPME, ont besoin d'un soutien à court et moyen terme pour éviter les faillites et le chômage généralisés. Le gouvernement malgache a mis en place un certain nombre de mesures pour soutenir le secteur privé. Les mesures du Plan Multisectoriel d'Urgence (pilier 3) comprennent des allègements fiscaux (sous forme de report d'impôts) et des mesures financières. D'autres mesures comprennent un soutien pour améliorer l'accès des MPME au financement, comme la fourniture de lignes de crédit aux banques et aux institutions de microfinance à des taux concessionnels,

l'expansion des programmes de garantie de crédit et des subventions pour soutenir les MPME dans les secteurs les plus touchés par la pandémie. En outre, le gouvernement de Madagascar s'est engagé à développer la formation professionnelle afin de garantir que les compétences puissent être conservées et adaptées au nouveau contexte économique et social que la pandémie a engendré.

La part des entreprises bénéficiant d'un soutien de l'Etat a été multipliée par cinq entre les vagues d'enquête, y compris pour les MPME. Néanmoins, des campagnes d'information sont encore nécessaires pour faciliter l'accès, en particulier pour les petites entreprises.



AIDES RECUES

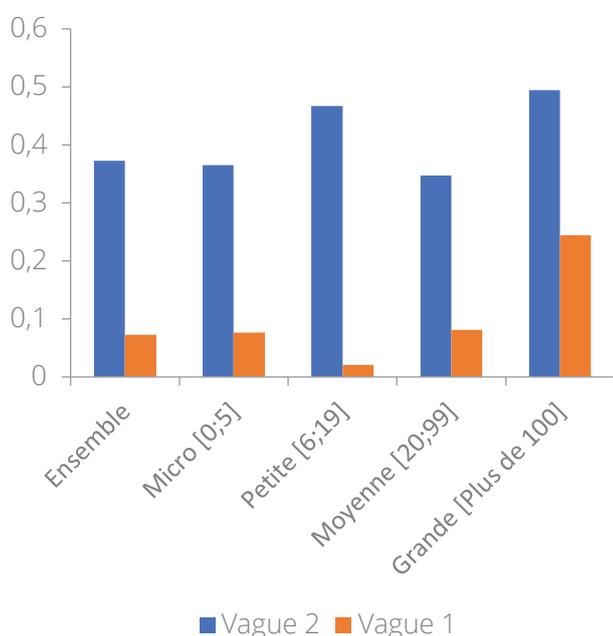
L'accès aux mesures de soutien de l'Etat a considérablement augmenté entre les deux vagues d'enquête. Alors que 7 pour cent seulement des entreprises avaient reçu un soutien du Gouvernement lors de la vague 1, ce chiffre était passé à 37 pour cent lors de la deuxième vague (voir graphique 14). Alors que les grandes entreprises sont encore plus susceptibles d'avoir bénéficié d'un soutien, l'accès a augmenté dans toutes les catégories de taille. Néanmoins, la diffusion d'informations sur les programmes de soutien doit encore être améliorée. Parmi les entreprises qui n'avaient pas reçu de soutien au moment des enquêtes de la vague 2, deux tiers ont indiqué que cela était dû à un manque de connaissances des mesures en place.



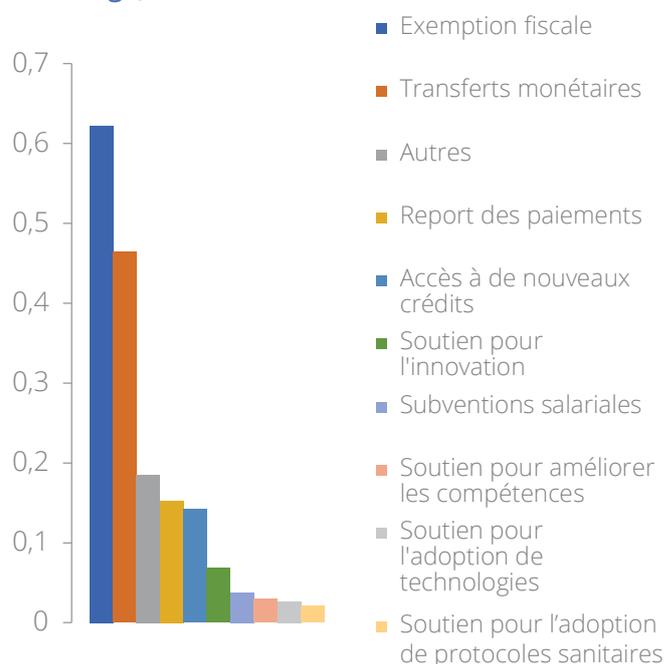
MESURES DEMANDEES

Les mesures les plus demandées étaient les réductions ou exonérations d'impôts (mentionnées par 62 pour cent des entreprises) et les subventions (46 pour cent), voir le graphique 15. D'autres mesures telles que le report des paiements, l'accès à de nouveaux crédits et la formation professionnelle, ont été demandées par entre 10 et 20 pour cent des entreprises.

Graphique 14. Accès aux aides publiques (en pourcentage)



Graphique 15. Mesures les plus demandées (en pourcentage)



Source: Calculs INSTAT et équipe Banque mondiale, avril 2021



Encadré: Méthodologie

- Les enquêtes sur l'impact de la COVID-19 sur les activités des entreprises ou Business Pulse Surveys (BPS) mesurent l'impact de la COVID-19 sur le secteur privé, identifiant distinctement les canaux par lesquels les entreprises sont affectées.
- Madagascar est l'un des plus de 60 pays où la Banque mondiale et ses partenaires étudient les impacts du COVID-19 sur le secteur privé dans le cadre des initiatives BPS ou des Enquêtes Entreprises.
- L'objectif du BPS Madagascar est de fournir des informations vitales pour aider à suivre les effets de la pandémie sur les entreprises, mieux adapter les interventions et éclairer la réforme des politiques et le dialogue.
- Les BPS à Madagascar sont menées par l'Institut national de la statistique de Madagascar (INSTAT) avec le soutien technique et financier de la Banque mondiale.
- À Madagascar, 943 entreprises ont été interrogées lors de la vague 1 du BPS, qui a eu lieu en juin-juillet 2020. 665 de ces entreprises ont été réinterrogées lors de la vague 2 du BPS, qui s'est déroulée de décembre 2020 à février 2021. De plus, 1 329 nouvelles entreprises ont été ajoutées pour la vague 2 du BPS afin d'atteindre une meilleure couverture des secteurs.
- L'échantillon d'entreprises a été tiré à partir de la liste de toutes les entreprises enregistrées à Madagascar, gérée par l'INSTAT, stratifiée au niveau des secteurs, de l'emplacement et de la forme juridique.
- Les résultats présentés ici utilisent les sections transversales disponibles dans les vagues 1 et 2, et ne limitent pas l'échantillon aux entreprises disponibles dans les deux enquêtes.
- Les résultats de cette note utilisent des poids d'échantillonnage dans chaque vague pour assurer la représentativité.
- Les résultats de cette note peuvent différer des rapports utilisant la méthodologie globale car elle utilise des poids d'échantillonnage, des variables et des définitions spécifiques au pays qui peuvent différer de l'ensemble de données du BPS global.